1re Circonscription de la Drôme

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES des 12 et 19 MARS 1978

## Pour l'Union de la Majorité

# LE MEILLEUR CHOIX

# Roger RIBADEAU-DUMAS, Député
## Paul AUBERT, Suppléant

## Drômoises, Drômois,

**Les 12 et 19 mars prochain nous allons engager notre avenir. Les élections législatives nous donnent en effet la possibilité de choisir la société dans laquelle nous voulons vivre : une société collectiviste ou une société libérale. Je dis bien une société collectiviste et non une société socialiste, car il ne nous est proposé qu'une caricature de socialisme.**

Autrefois, les socialistes luttaient pour l'augmentation du niveau de vie des ouvriers comme des agriculteurs. Humanistes, ils se battaient pour instaurer la justice sociale, établir l'égalité des droits et des chances, ils entendaient assurer la primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers et défendaient les libertés. Leurs idées se sont répandues. De plus en plus d'hommes et de femmes en FRANCE partagent leur idéal, et s'il reste encore beaucoup à faire pour l'atteindre, c'est qu'il y aura toujours beaucoup à faire pour les hommes de bonne volonté, et qu'il faut du temps pour bien faire.

Que nous proposent maintenant ceux qui ont signé le programme commun et qui s'intitulent encore socialistes quand ils sont devenus collectivistes : l'abaissement de notre niveau de vie et la perte de nos libertés.

### L'ABAISSEMENT DU NIVEAU DE VIE

François MITTERRAND et les économistes qui l'entourent, en se ralliant à la proposition communiste de fixer immédiatement le S.M.I.C. à 2 400 francs, croient avoir pris une décision astucieuse. Ils essaient de faire croire que leur arrivée au pouvoir ferait monter le niveau de vie des travailleurs. Ils tiennent le raisonnement suivant : touchant des salaires plus élevés, les travailleurs consommeront davantage. Pour satisfaire ces nouveaux besoins, la production devra suivre. De fil en aiguille, l'activité repartira, le chômage disparaîtra et le niveau de vie de tous les français augmentera.

Malheureusement, ce raisonnement est faux. Parce qu'il repose sur une analyse incomplète de la situation de notre pays.

Tout le monde le sait, même François MITTERRAND : non seulement la FRANCE n'a pas de pétrole, mais elle manque également des principales matières premières nécessaires à l'industrie. Pour que les Français puissent s'éclairer, se chauffer, se promener en voiture, il nous faut acheter du pétrole aux Emirs. Pour faire tourner nos usines, il nous faut acheter des matières premières et des machines à l'étranger. Notre stock d'or, de dollars ou de marks n'est pas inépuisable. Donc, pour continuer à acheter, il faut nous en procurer d'autres. Comment ? en vendant à l'étranger, contre de l'or, des dollars ou des marks, une partie de ce que nous produisons.



Mais toute hausse des salaires qui n'est pas compensée par une augmentation de la productivité se traduit nécessairement par une hausse des prix de revient. Alors, de deux choses l'une : ou bien les prix de vente seront bloqués — ce qui est prévu par le programme commun — et nos entreprises voyant augmenter leurs charges sans augmentation correspondante de leurs recettes, seront contraintes de déposer leur bilan et de licencier leur personnel ; ou bien les prix restant libres monteront. Cette hausse annulera sur le marché intérieur l'augmentation supposée du niveau de vie, et nous interdira toute vente à l'étranger. Incapables de payer leurs fournisseurs, nos entreprises s'arrêteront faute d'approvisionnement en matières premières. Elles licencieront leur personnel.

Dans les deux cas, baisse d'activité, baisse du niveau de vie des français, chômage. Ne nous faisons pas d'illusions.

## LA PERTE DES LIBERTÉS

Tout le monde sait dans quel état se trouvait la FRANCE en 1958, lorsqu'appelé par l'opinion publique, le Général de GAULLE est arrivé au pouvoir. La gestion des finances de l'Etat avait été particulièrement désastreuse sous la direction des Guy MOLLET, RAMADIER et consorts.

François MITTERRAND et ses économistes savent bien que les mesures annoncées par eux ruineraient l'économie française si des décisions draconniennes n'étaient pas prises. Mais ils nous le cachent. Ils espèrent nous persuader — sans y croire eux-mêmes — que la nationalisation de quelques groupes industriels éviterait la catastrophe. En fait, ils nous mentent. Seuls les communistes ont la franchise et l'honnêteté de nous expliquer les conséquences entraînées par l'application du programme commun. Ils ont publié leurs comptes. L'addition serait lourde.

François MITTERRAND et ses amis ne peuvent gagner les élections sans l'appoint des voix communistes. Ils seraient donc, soit avant, soit plus vraisemblablement après le 19 mars contraints d'accepter le programme que les communistes ont conçu. Celui-là nous le connaissons. Il conduirait les Français au silence et nos libertés au naufrage.

**La Presse ne serait plus libre** car les avantages actuellement accordés sans distinction à toutes les entreprises de presse seraient réservés aux seuls quotidiens dans la ligne du Gouvernement.

**L'Enseignement ne serait plus libre** puisque « dès la première législature, les établissements privés, percevant des fonds publics, seraient nationalisés » (programme commun - E.S. p. 77).

**Les salariés du commerce et de l'industrie ne seraient plus libres** puisque l'Agence Nationale Pour l'Emploi — organisme de l'Etat — « aurait la responsabilité et le contrôle exclusifs du placement des salariés en chômage, **y compris des cadres** ». A quel syndicat faudrait-il s'affilier pour trouver du travail ? (E.S. p. 107).

**Les agriculteurs ne seraient plus libres,** eux qui ne pourraient acheter de terres qu'avec l'accord d'offices fonciers gérés « avec des représentants des pouvoirs publics et des collectivités locales » (E.S. p. 125).

**Les commerçants ne seraient plus libres.** Groupés dorénavant en coopératives, ils devraient abandonner leur revendication constante : à revenu égal, impôt égal, puisque « on assurera un traitement plus favorable pour les salaires, traitements et pensions que pour les autres revenus » (E.S. p. 131).

**Les entreprises ne seraient plus libres** puisque tout autofinancement leur serait interdit et qu'elles devraient nécessairement passer sous le contrôle des banques nationalisées, c'est-à-dire de l'Etat.

## LE PROBLÈME A RÉSOUDRE

Il ne saurait être question d'affirmer qu'aujourd'hui tout va bien, de nier la stagnation actuelle de l'activité économique, le chômage, la hausse des prix, en un mot la crise. Sortir le plus rapidement possible de cette crise tout en conservant nos libertés, voilà le problème à résoudre.

Si nous voulons rester intelligents et libres, il nous faut écarter définitivement la solution collectiviste, qu'elle nous soit proposée honnêtement et clairement par le parti communiste ou qu'elle ait été dissimulée à notre attention par les nuages et les ambiguités dont l'entoure François MITTERRAND. La solution de nos problèmes ne doit pas être recherchée dans le bouleversement de notre mode de vie, mais dans la réforme de certaines de nos habitudes.

Le premier objectif à poursuivre et qui annonce la suite est la maîtrise de l'inflation. La possibilité d'exporter conditionne notre approvisionnement en pétrole et en matières premières. Les circonstances actuelles nous obligent à la rigueur et à l'effort. Et qu'on ne nous reproche pas de vouloir l'austérité. Lorsqu'un père éprouve des soucis pour l'avenir, sa famille accepte de voir différer certains achats pourtant utiles. Dans la famille FRANCE nous devons accepter de ne pas augmenter notre consommation. La politique menée par le Gouvernement actuel semble depuis deux mois porter enfin ses fruits. Les derniers indices connus laissent à penser que nous sommes sur la bonne voie.

Parallèlement à la poursuite de cet effort, il nous faut préparer la relance. Car le chômage est intolérable et, l'inflation maîtrisée, l'activité doit reprendre sans délai. Un plan doit être établi dans ce but et proposé démocratiquement à la nouvelle Assemblée Nationale. Il doit comporter en même temps l'étude des mesures nécessaires au redéploiement de notre industrie, et la réforme fiscale souvent annoncée, toujours différée.

Enfin, il est urgent de restaurer l'autorité de l'Etat. La légalité républicaine doit être respectée par tous. Ces rapts, ces prises d'otages, ces violences ne sont pas tolérables et doivent être sévèrement punis. Les personnes âgées doivent être assurées de pouvoir vivre leur retraite sans avoir à craindre le vol ou l'assassinat.

**Drômoises, Drômois, vous souhaitez le retour aussi rapide que possible à une économie de croissance, vous demandez une réforme fiscale, l'égalité des chances à l'école, la protection de l'épargne, la juste rémunération des agriculteurs, — y compris dans la montagne, — l'amélioration du sort des handicapés et des personnes âgées, la restauration de l'autorité de l'Etat, alors votez R.P.R. pour exprimer la volonté populaire qui saura opposer à la crise, au chômage et à la démagogie une politique moderne de relance économique et de progrès social.**

VOTEZ

# Roger RIBADEAU-DUMAS

**Député sortant**

**R.P.R. - Union de la Majorité**

# Paul AUBERT

**Ancien adjoint au Maire de Valence**

**Suppléant**

Vu les candidats

SOREPI - DOMERGUE - Valence